

Chirac et Merkel : priorité aux projets concrets

Alain Barluet

15 mars 2006, (Rubrique **International**)

Le 6^e Conseil des ministres conjoint, hier à Berlin, a donné un coup d'accélérateur à des réalisations communes dans le domaine de la recherche et des transports.



EN RENCONTRANT hier Angela Merkel à Berlin, Jacques Chirac s'est efforcé de tordre le coup à l'idée que les relations franco-allemandes, et avec elles la dynamique européenne, seraient vouées à rester au point mort avant les échéances de 2007. Le 6^e Conseil des ministres franco-allemand s'annonçait comme un baromètre des intentions de la chancelière, au pouvoir depuis quatre mois et qui, plutôt attentiste, n'a guère insisté depuis sur le thème de la «singularité» des relations bilatérales cher au président français.

Mais, hier, une de ses petites phrases a tinté agréablement à l'oreille de Jacques Chirac, lors de la conférence de presse commune : «*Nous voulons faire comprendre que nous sommes le moteur de la coopération européenne*», a lancé M^{me} Merkel, que l'on savait surtout soucieuse de rééquilibrer les relations de l'Allemagne avec ses voisins de l'Est.

Sans dissiper les arrière-pensées et sans vraiment se dévoiler pour l'avenir, la chancelière a évité tout au moins d'appuyer là où cela fait mal. Au début des entretiens, elle a dit «*comprendre*» l'absence à Berlin de Dominique de Villepin, pour cause de CPE, et de Nicolas Sarkozy. Le protectionnisme français, stigmatisé ces derniers jours par plusieurs personnalités allemandes, n'a pas non plus été monté en épingle. Avec une pointe d'ingénuité, Angela Merkel s'est contentée de s'avouer «*surprise*» par les chiffres que venait de lui fournir Jacques Chirac sur ce sujet sensible en faisant mine de les avaliser. «*En France, nous avons deux fois plus d'investissements étrangers qu'en Allemagne et trois fois plus qu'en Italie*», a expliqué le président français. Et de conclure : «*La France est l'un des pays les plus libres de toute l'Europe.*» «Angie» n'a pas cillé.

Plusieurs accords ont été signés

En mettant de côté les sujets qui fâchent, dirigeants français et allemands ont voulu donner la priorité aux réalisations tangibles. Les ministres ont signé plusieurs accords, notamment pour la construction d'un nouveau pont de chemin

de fer sur le Rhin entre Strasbourg et Kehl destiné à relier les réseaux ferroviaires à grande vitesse des deux pays. Ils ont aussi autorisé l'échange des données d'immatriculation de véhicules pour lutter contre l'insécurité routière (25% des accidents provoqués en France par des conducteurs étrangers le sont par des Allemands).

Plusieurs mesures ont également été entérinées pour intensifier la coopération bilatérale en matière de recherche (génomique, nanotechnologies, cancer...) et de grands projets technologiques (le moteur de recherche européen Quaero, qui ambitionne de concurrencer Google).

Soucieuse des questions sociales, la chancelière avait insisté pour que le Conseil des ministres conjoint, qui se réunit deux fois par an, planche cette fois sur l'intégration et l'égalité des chances. La semaine prochaine, Chirac et Merkel se retrouveront à Bruxelles pour un Conseil européen consacré notamment à l'élaboration d'une politique de l'énergie. Une nouvelle occasion de tester, en vraie grandeur, l'état du «moteur» franco-allemand.